Contrat social : la mutation du travail

Autor(en): **Bory, Valérie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **33 (1996)**

Heft 1243

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1025279>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La mutation du travail

Le travail se raréfie. Il disparaîtra peu à peu et notre société ne saura y faire face, annonçait Keynes. Notre imaginaire social a de la peine à suivre, face au découplage auquel nous assistons entre travail humain et productivité. Certains, comme le sociologue Roger Sue, appellent de leurs vœux un nouveau type d'économie.

REPÈRES

Le Forum Guerre et paix sociale – A la recherche d'un nouveau contrat social en Suisse – s'est tenu vendredi 26 janvier à l'Université de Neuchâtel.

(vb) Les organismes d'entraide sont devenus peu à peu des interlocuteurs politiques. Plus connus sous le nom d'ONG, depuis leur percée internationale, ils disputent aux sphères autorisées les grands thèmes qui font leur ordinaire. Caritas suisse entendait bien se pencher sur l'asphyxie annoncée de l'Etat-providence et légitime sa position en vertu du rôle qui lui incombe dans la gestion de l'exclusion sociale, comme elle le fait dans la question de l'asile.

Devant l'impasse qui guette les systèmes de protection sociale et dont les causes sont connues, c'est d'imagination dont nous avons besoin. Que ce soit pour trouver de nouvelles ressources à même de financer le social (taxer les robots, taxer les entreprises sur la valeur ajoutée brute, voir DP 1219, 29.6.95), que ce soit pour expérimenter de nouvelles pistes de partage du travail ou même pour décloisonner le travail salarié du travail non rémunéré. Les remèdes de cheval de l'ultralibéralisme fonctionnant, à cet égard, comme repoussoir.

Dans ce contexte, les thèses provocantes du sociologue français Roger Sue, professeur à la Sorbonne, stimulent la réflexion, même si elles sont à des années-lumière du pragmatisme helvétique. Dans notre pays, en effet, les spéculations intellectuelles sont généralement, non sans suffisance, renvoyées au rayon des utopies.

Richesse de la production informelle

Pour Roger Sue, nos sociétés sont au cœur d'une mutation sans précédent depuis la naissance du monde industriel. Après la longue domination du religieux sur la société, le travail, synonyme de torture (tripalium) dans les temps anciens, est devenu la valeur qui structure toutes les activités contemporaines, rythme les travaux et les jours, donne sens à la vie. «Nous sommes passés, comme l'écrivait Max Weber, d'une économie du salut au salut par l'économie». Pour le sociologue, ce temps touche à sa fin. Le travail ne cesse de se raréfier, mais la production ne cesse d'augmenter. Parallèlement, ce qu'il appelle la production informelle (autoproduction associative, travail au noir, économie domestique, etc.), c'est-à-dire tout ce qui est produit en dehors des entreprises, génère des richesses supérieures, affirme-t-il, au PNB. Un fait implicitement reconnu puisque on tendrait aujourd'hui à valoriser ce que l'individu apporte à l'entreprise, donc les connaissances ou savoir-faire informels

qu'il acquiert au dehors d'elle.

Autre raison pour contester le travail dominant: il n'est plus la source de revenu principale, évincé par la redistribution sociale et par les revenus du capital. Ce que Marx et une certaine pensée du 19^e prophétisaient – un stade où la richesse serait suffisante pour permettre le dépassement du travail – est arrivé, mais d'une autre manière, annonce Roger Sue.

La définition même du travail a changé

Pourtant, si le travail est à bout de souffle, il reste prédominant dans notre imaginaire social, et nous interdit de trouver des solutions nouvelles. «Keynes disait déjà que le travail disparaîtra peu à peu mais que la société ne saurait pas y faire face...». Ainsi devant la situation actuelle, ne sommes-nous pas capables d'aller au-delà des trois types de mesures suivantes:

- augmenter le volume du travail (occuper les chômeurs, par exemple)
- partager le travail (ou le réduire d'une façon qui reste non significative)
- admettre que le travail disparaît mais continuer à distribuer un revenu (allocation universelle).

Tout est à reconsidérer. La notion de durée du travail ne tient plus (la rentabilité le remplace par la notion de tâche). Le travail stable est fini. Quant aux entreprises, elles n'ont pas pour finalité de créer des postes de travail! Cette *tabula rasa* d'un certain nombre d'illusions, entretenues par ceux qui y ont intérêt, devrait déboucher sur une sorte de révolution. L'auteur propose de revisiter Adam Smith pour inventer une nouvelle richesse des nations. Celle-ci serait basée sur ce qui peut encore créer de la croissance: l'environnement, l'éducation, la culture, l'information, les loisirs, les services relationnels, la santé. Comment? En sortant des lois du marché, en comptant sur la réciprocité, sur une unité non monétaire, (par exemple des bons, donnant droit à d'autres services), sur la reconnaissance du volontariat, qui ouvrirait un droit à indemnisation, s'ajoutant au revenu du travail. Ce nouveau secteur, complémentaire aux trois autres, le quaternaire, jetterait les bases d'une nouvelle économie, plus performante.

Renvoyons ceux qui veulent en savoir plus, en particulier sur la manière de financer le lancement de ce modèle, à l'ouvrage à paraître de Roger Sue, sur le «secteur quaternaire». ■